

A map of the African continent is shown in a light blue color. The country of Niger is highlighted in a darker red color. The map includes the outlines of all African countries.

Niger | COOPÉRATION AU Luxembourg DÉVELOPPEMENT

Mai 2018





Contenu

04 NIGER, VUE D'ENSEMBLE

06 STRATÉGIES & PRINCIPES

07 COOPÉRATION
LUXEMBOURGEOISE AU NIGER

08 CHIFFRES

12 COOPÉRATION BILATÉRALE

17 COOPÉRATION MULTILATÉRALE

18 COOPÉRATION RÉGIONALE

21 COOPÉRATION AVEC LES ONG

22 ACTION HUMANITAIRE

23 FINANCE INCLUSIVE ET
SECTEUR PRIVÉ

24 APPUI AUX PROGRAMMES

26 COOPÉRATION DANS LE
DOMAINE DE LA SÉCURITÉ

27 CONTACTS

Niger, vue d'ensemble



187 / 188

Indice de développement humain

20 672 987

Population

58,2

Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

3,8 %

Taux d'accroissement
de la population

PIB/habitant (PPA)

364 USD

11

Installations d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

5,3

Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

0,1

60

Espérance de vie à la naissance

16,3

Densité de la population (personne/km²)

91 / 1000

Taux de mortalité infantile

7,2

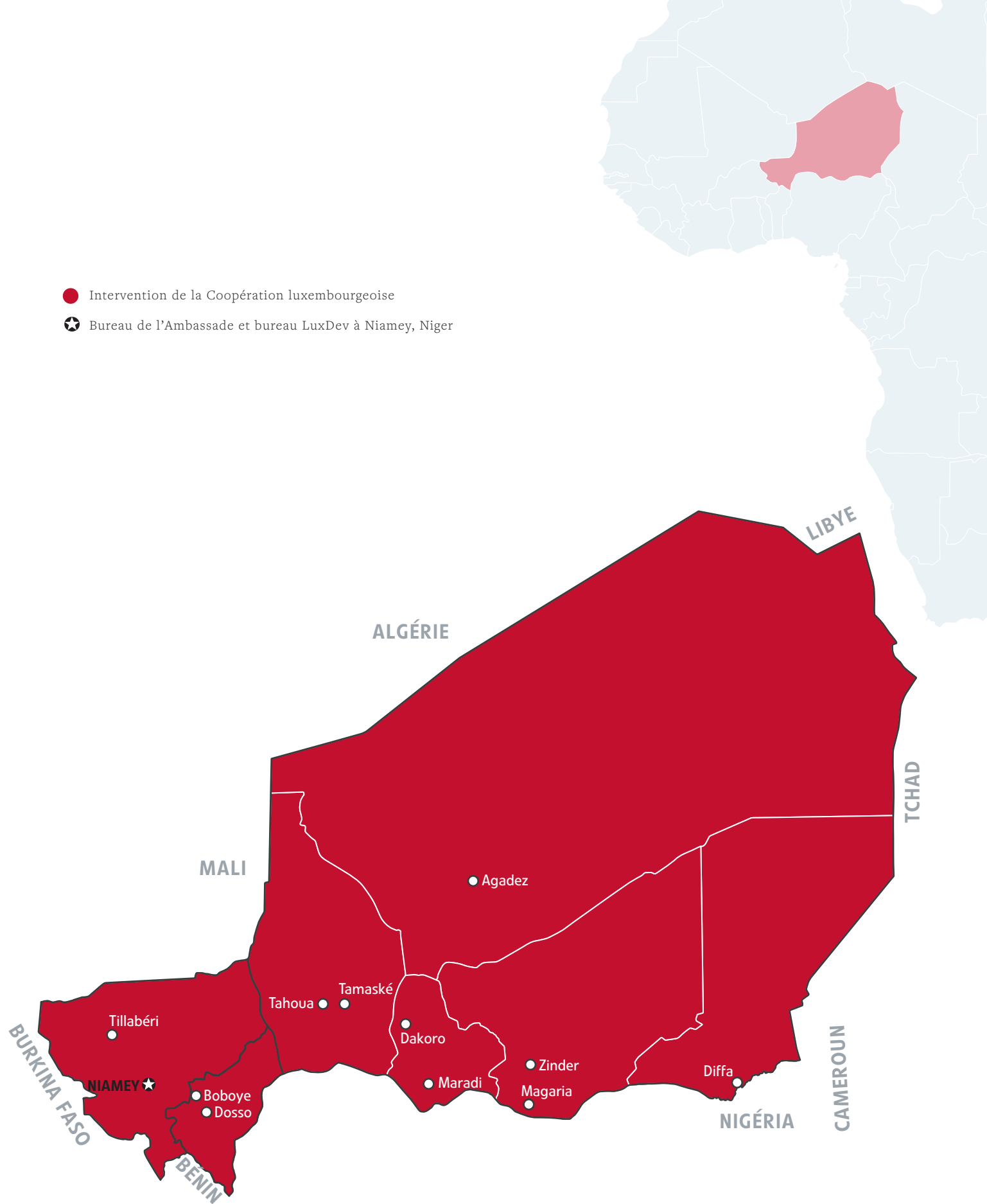
Taux de fertilité
(naissances / femmes)

194

Taux de fertilité
chez les adolescents
(nombre de naissance par 1 000
femmes âgées de 15 à 19 ans)

1 267 000 km²

Superficie



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.



ACTIONS

Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :



Santé



Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles



Développement local intégré

THÉMATIQUES TRANSVERSALES



Genre



Gouvernance



Environnement et changement climatique

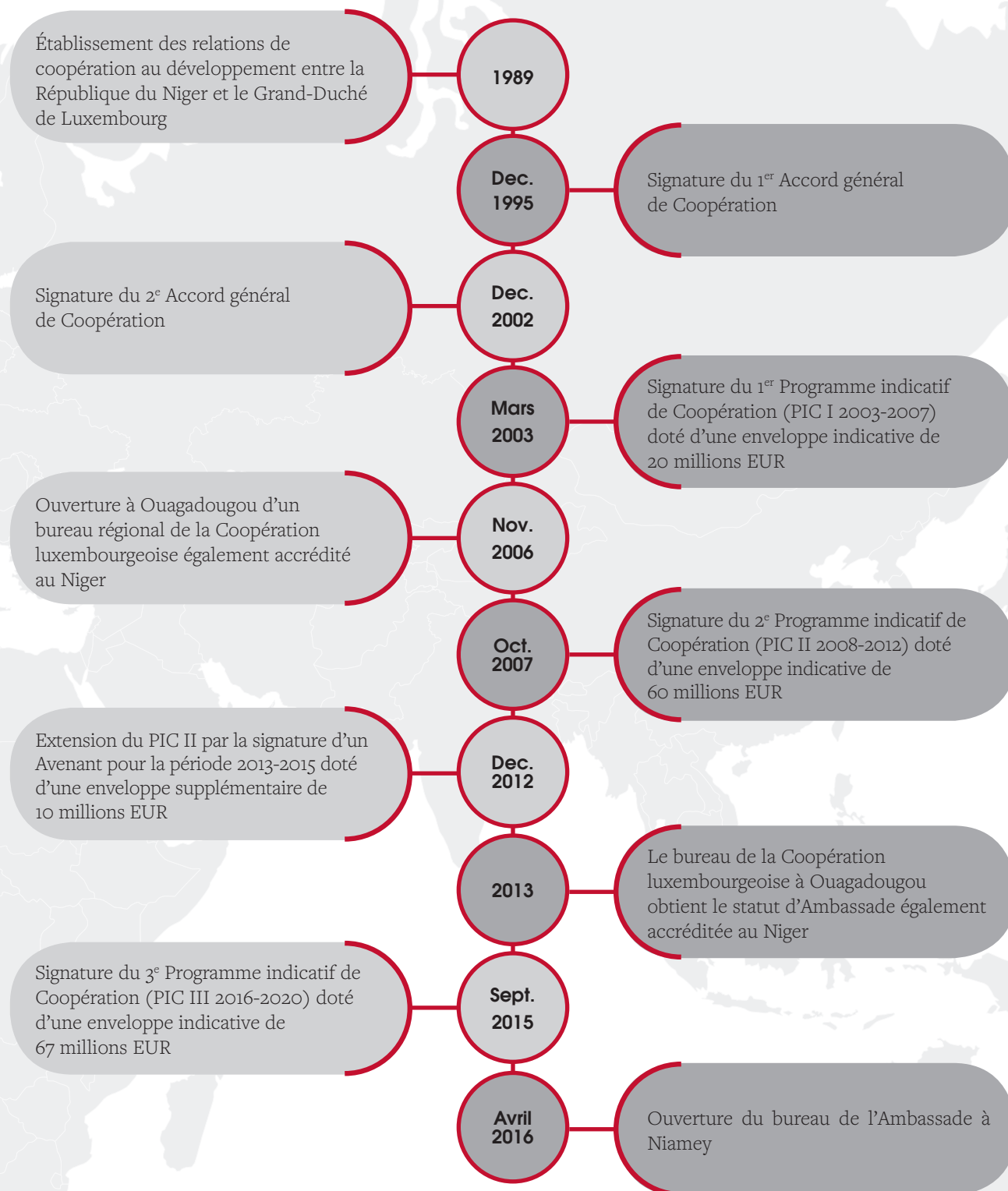
CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2009, le Luxembourg consacre 1 % de son RNB à l'aide publique au développement ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre, selon une approche de partenariats, par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et la résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Niger



Secteurs prioritaires



Éducation, enseignement et formation techniques et professionnelles



Développement rural



Eau et assainissement

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code	Titre	Exécution	Secteur	Budget total EUR
2016 - 2020	NIG/023	Appui au Programme sectoriel de l'éducation et de la formation, A-PSEF	LuxDev	Enseignement de Base et Alphabétisation	12 000 000
2016 - 2020	NIG/024	Éducation et formation professionnelle et technique	LuxDev	Formation et Insertion professionnelles	18 400 000
2016 - 2020	NIG/025	Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso, Phase II	LuxDev	Agriculture et Sécurité alimentaire	13 400 000
2016 - 2020	NIG/026	Programme d'appui au secteur eau et assainissement – Phase III - PASEHA 3	LuxDev	Eau et Assainissement	28 000 000
2017 - 2019	-	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGEA)	Gouvernement nigérien	Aide alimentaire	3 000 000

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Secteur	Budget total EUR
2016 - 2019	Initiative pour les jeunes adolescentes (projet ILLIMIN)	UNFPA	Planification familiale, Genre, Santé	4 999 320

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2013 - 2018	Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)	UE-LU-OMS	13 000 000
2016 - 2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/Sida	ENDA santé	5 338 148
2013 - 2018	Partenariat entre la BCEAO et la House of Training/ATTF	House of Training/ATTF	300 000
2017 - 2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2016 - 2019	Renforcement de la sécurité humaine et de la résilience communautaire dans la région du Sahel	PNUD	3 000 000
2010 - 2018	Union africaine - Axis	Union africaine	300 000

4. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2016 - 2020	Projet de sécurité alimentaire	Fondation Caritas Luxembourg	280 000
2017 - 2019	Promotion de la planification familiale	Care in Luxembourg	34 562
2017 - 2019	Formation des prestataires de soins de santé	Care in Luxembourg	26 251
2017 - 2019	Construction, rénovation et équipement de salles d'accouchement et de centres de nutrition	Care in Luxembourg	91 621
2017 - 2019	Éducation dans le domaine de la santé (hygiène, nutrition) (hygiène, nutrition) et mise en place de kits pour le lavage des mains, ateliers, formations et démonstrations de cuisine	Care in Luxembourg	40 490
2017 - 2019	Initiative assainissement	Care in Luxembourg	50 761
2017 - 2019	Réhabilitation de points d'eau et échange de bonnes pratiques en matière de purification de l'eau potable	Care in Luxembourg	45 600
2017 - 2019	Production agricole (par exemple : moringa)	Care in Luxembourg	120 000
2017 - 2019	Test de production de spiruline	Care in Luxembourg	25 413
2017 - 2019	Approvisionnement en chèvres et redistribution d'ânes	Care in Luxembourg	80 000
2017 - 2019	Dialogue familial et communautaire sur l'accès aux aliments	Care in Luxembourg	24 000

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017 - 2019	Promotion de la gouvernance foncière et accélération de la transition agro-écologique (sécurité foncière)	Care in Luxembourg	17 074
2017 - 2019	Développement et professionnalisation des réseaux de personnel vétérinaire para-auxiliaire	Care in Luxembourg	24 392
2017 - 2019	Promotion des nouvelles technologies en vue d'accroître la productivité agricole (céréales sèches)	Care in Luxembourg	33 600
2017 - 2019	Renforcement de la mise en place/relance et développement de groupes de femmes (Mata Masu Durata) et autres structures communautaires (activités génératrices de revenus (AGR) et microprojets inclus)	Care in Luxembourg	47 245
2017 - 2019	Renforcement de la formation des conseillers élus et autres dirigeants locaux en matière de gestion des risques et crises alimentaires	Care in Luxembourg	24 290
2017 - 2019	Renforcement des capacités et formation des autorités agricoles locales au Niger sur la prévention de crises alimentaires	Care in Luxembourg	27 013
2018 - 2019	Politique de la santé et gestion administrative	Care in Luxembourg	29 740
2017 - 2019	Construction de 100 logements durables avec latrines pour une meilleure protection contre les intempéries et/ou les inondations à Gaya	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	109 600
2017 - 2019	Réalisation de travaux d'aménagement et d'assainissement public, y compris des latrines individuelles et publiques à Gaya	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	36 000
2017 - 2019	Lutte contre la désertification par des formations et introduction de techniques alternatives de consommation de combustibles. Fourniture d'équipement et matériel adaptés pour la communauté de Gaya	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	28 000
2017 - 2019	Réalisation d'aménagements du territoire par la construction de petites digues ou par la protection d'ouvrages en gabions avec l'appui des communautés et autorités locales de Gaya (au moins huit villages)	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	192 000
2017 - 2019	Renforcement des capacités en matière de construction durable et d'assainissement au niveau de la communauté villageoise, des autorités locales et des volontaires du comité provincial de la Croix-Rouge de GAYA et renforcement de la capacité de résilience	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	24 000
2017 - 2019	Protection et réinsertion efficace et pérenne aux victimes d'ESEC et réduire les vulnérabilités des enfants face à l'ESEC dans les régions de Tillabéry et Dosso	ECPAT Luxembourg	89 600
2018 - 2019	Services sociaux	ECPAT Luxembourg	120 000
2018 - 2021	Appui à l'inscription et/ou au maintien de 10000 enfants dans les structures éducatives au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	105 160
2018 - 2021	Organisation d'au moins une campagnes de sensibilisation des familles et communautés par an pour l'accès des enfants à l'école au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	16 486
2018 - 2021	Amélioration des infrastructures de 28 structures éducatives (jardinage, tables-bancs, matériel informatique, entretien des bâtiments) au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	88 665
2018 - 2021	Sensibilisation et formation de 6000 enfants et jeunes, de leurs parents et de personnes ressources (p. ex les instituteurs) aux droits des enfants, à la paix, à la participation citoyenne et à la santé au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	45 847
2018 - 2021	Appui et alphabétisation de 250 enfants talibés au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	14 635
2018 - 2021	Alphabétisation de 80 jeunes âgés de 15 à 25 ans	Guiden a Scouten fir ENG Welt	4 046
2018 - 2021	Appui aux bibliothèques pour enfants défavorisés au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	6 170
2018 - 2021	Appui à une radio communautaire au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	47 855
2018 - 2021	Formation continue pour le personnel de la radio au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	8 231
2018 - 2021	Formations en faveur du personnel des projets au Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	7 036
2018 - 2022	Action pour l'inclusion scolaire, l'insertion professionnelle et l'accès aux services de réadaptation des personnes handicapées	Handicap International Luxembourg	788 000
2014 - 2018	Programmes de renforcement des dispositifs d'information-communication et d'épargne crédit	SOS Faim-Action Solidarité Tiers Monde	394 000
2014 - 2018	Programme de renforcement de la gestion financière et comptable des coopératives	SOS Faim-Action Solidarité Tiers Monde	352 000
2017 - 2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Dosso	SOS Villages d'enfants Monde	536 000

5. Aide humanitaire

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2017	Projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires dans la région de Diffa	Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	200 000
2017	Intervention d'urgence en faveur des personnes les plus vulnérables à la frontière entre le Niger et le Nigéria	Programme alimentaire mondial (PAM)	500 000
2017	Opérations humanitaires au Niger	Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	500 000
2017	Projet d'appui à la résilience des populations locales dans la région de Diffa	Fondation Caritas Luxembourg	150 000
2017	Projet d'aide d'urgence en faveur des réfugiés et revenants du Nigéria au Niger	Care in Luxemburg	150 000
2017	Projet de la réduction des risques en matière d'inondations	Ministère de l'Action humanitaire	100 000

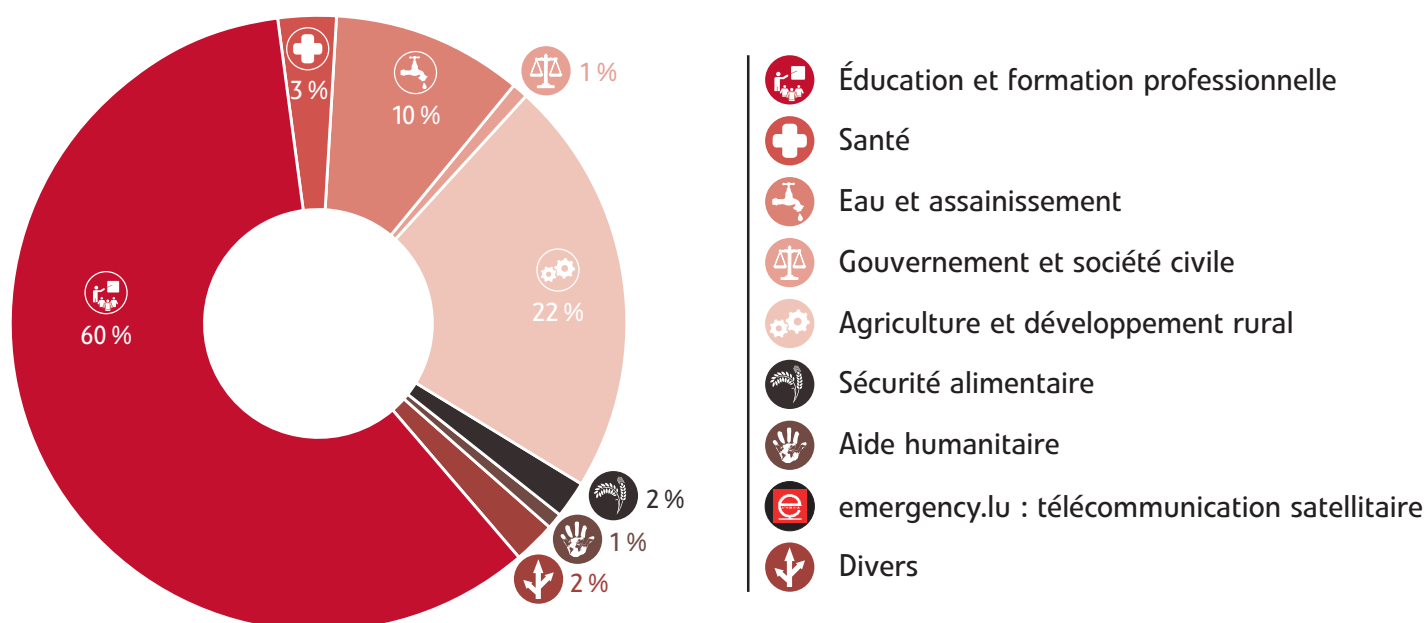
6. Coopération dans le domaine de la sécurité

Durée	Titre	Secteur	Budget total EUR
2014 - 2018	Mission civile EUCAP Sahel Niger	Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	1 255 000

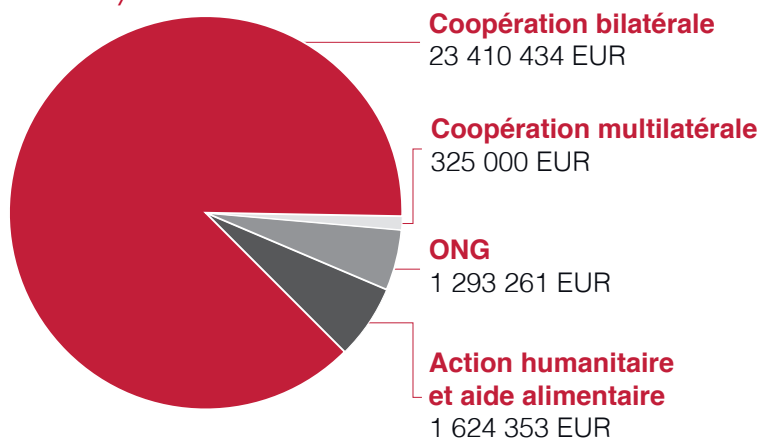
Aide par secteur

Coopération au développement

Niger 2017-2022 : 121 millions EUR

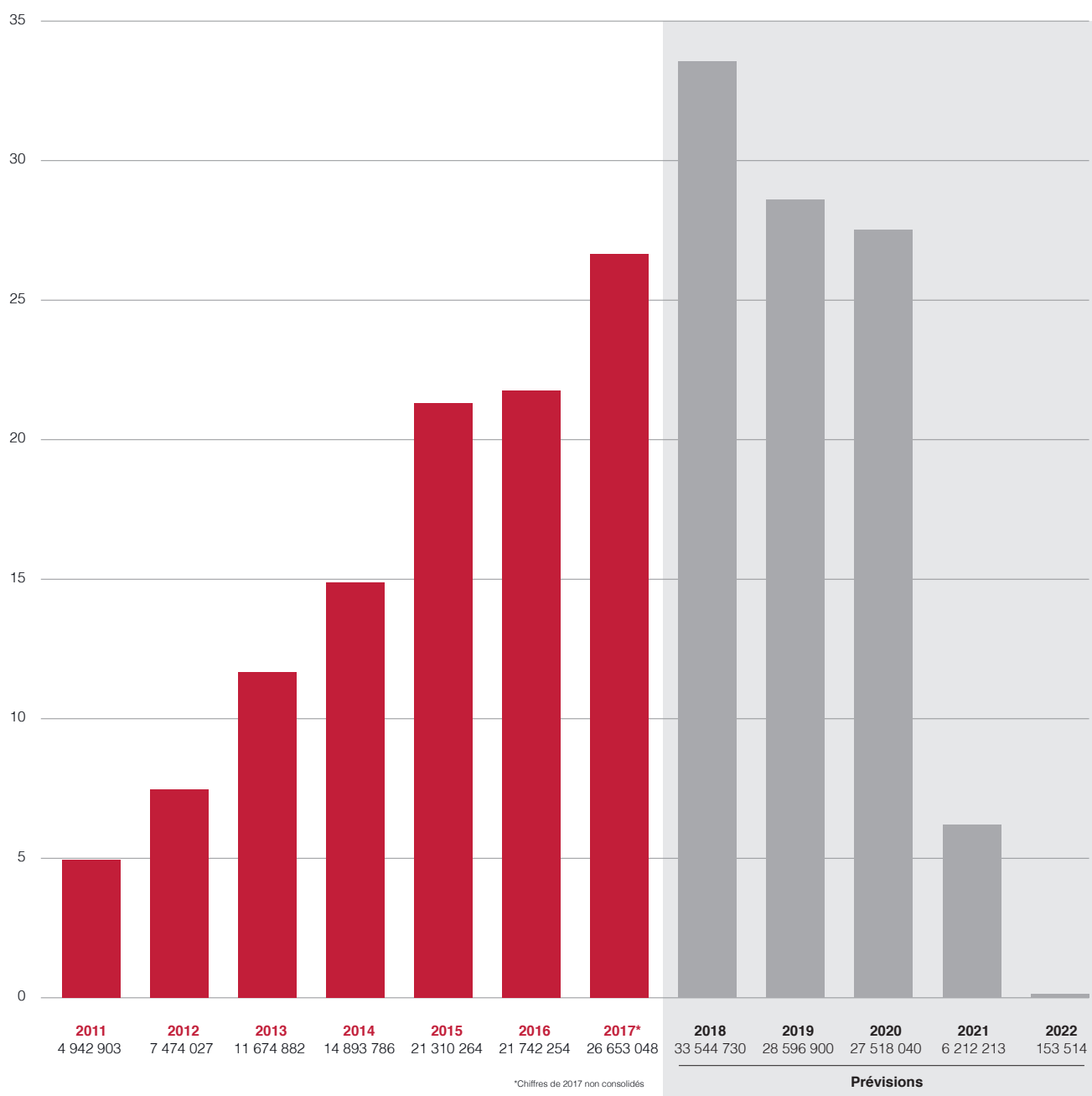


Distribution de l'aide 2017



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR



Appui au programme sectoriel de l'éducation et de la formation, A-PSEF



2016 - 2020

NIG/023

Le NIG/023 vient en appui au secteur de l'éducation de base 1 et 2 en s'adossant sur le programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2014-2024).

Le secteur de l'éducation au Niger a connu des changements substantiels et bénéficié de nombreux appuis qui se sont surtout concrétisés par une amélioration de l'accès à la scolarisation. Le PSEF représente une avancée en termes de prise en charge de la question de la qualité de l'éducation.

L'intervention du NIG/023 s'aligne sur le processus de décentralisation en cours au Niger, qui a été initié il y a une dizaine d'années et qui repose sur une communalisation intégrale.

Le nouvel environnement institutionnel permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative. Dans le cadre de ce processus, il est important de mobiliser les différents acteurs de manière à élaborer un Plan régional sectoriel de l'éducation et de la formation qui reflète à la fois les besoins exprimés par les régions et les acteurs locaux de la décentralisation et les objectifs du PSEF, notamment ceux liés à la qualité et la gouvernance du système éducatif.

Par l'accès à une éducation de qualité, les adultes comme les enfants économiquement et socialement marginalisés, pourront sortir de la pauvreté et être acteurs d'une participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de l'amélioration de la croissance.

La zone d'intervention du NIG/023 est à la fois nationale et régionale. Les actions de renforcement de capacités se concentreront au niveau des ministères en charge de l'éducation de base et leurs démembrements dans les régions.

Le NIG/023 se propose d'appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région via un renforcement des capacités institutionnelles sous forme d'assistance technique et un renforcement dans la performance des systèmes de planification scolaire, de programmation, de suivi et de rapportage technique et financier. À cet égard, le programme a appuyé la création du Fonds commun sectoriel éducation (FCSE) en juillet 2017 et soutient son opérationnalisation au niveau central et régional.

Le programme se propose également de pallier les manquements dans la qualité de l'éducation à travers une refonte des curricula des encadreurs des élèves-enseignants et leur formation en général. De plus, il œuvrera à garantir un meilleur accès équitable à l'éducation de base en améliorant les capacités d'accueil et en donnant une seconde chance aux enfants déscolarisés ou non-scolarisés.

La contribution du NIG/023 à la dimension du genre sera basée sur le renforcement de l'inclusion et de la transversalité de l'approche genre dans l'ensemble des interventions du programme.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
12 000 000 EUR

Appui au programme national de formation et d'insertion professionnelle au Niger, Phase II



2016 - 2020

NIG/024

Confronté au manque de compétences professionnelles adéquates et aux difficultés d'insertion des jeunes dans le marché du travail, l'éducation et formation professionnelle et technique (EFPT) occupe depuis quelques années une place importante dans l'action du gouvernement nigérien. Alors que ce sous-secteur constituait depuis longtemps le «parent pauvre» du système éducatif, il connaît maintenant des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation de ressources.

Le processus de rénovation du pilotage du système n'est toutefois pas encore achevé. Les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre toujours d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes. Ce déficit est accentué par les difficultés d'insertion, l'inadéquation de l'offre locale de formation et le peu de relations entre l'école et l'entreprise.

L'appui apporté par la Coopération luxembourgeoise au sous-secteur a largement contribué aux évolutions positives du système ces dernières années. Le NIG/024 vient en continuité de cet appui en vue d'achever les chantiers engagés et contribuer à apporter une réponse plus adéquate pour le développement de l'emploi et l'insertion économique des jeunes et des jeunes femmes en particulier.

Reposant sur les orientations données en matière d'EFPT par le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2014-2024), la stratégie d'intervention du NIG/024 vise à :

- renforcer les capacités de pilotage du sous-secteur (ouverture vers l'environnement économique (secteur privé) et pilotage par la demande et l'insertion) ;
- accompagner son évolution vers davantage de déconcentration et de décentralisation (fonctionnelle et territoriale) ;

- diversifier l'offre initiale et continue de formation tout en améliorant l'accès et la qualité, notamment dans les filières nécessaires au développement rural et à l'insertion socio-économique des jeunes filles et des femmes ;
- développer un système d'apprentissage, traditionnel et alterné de qualité.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du Programme indicatif de Coopération (PIC) III, qui est d'appuyer le Gouvernement nigérien dans ses efforts pour mettre en œuvre une stratégie de développement et de croissance inclusive à long terme (SDDCI Niger 2035) en vue de réduire la pauvreté dans un contexte de bonne gouvernance et de sécurité et par une gestion durable des ressources naturelles. Elle vise plus spécifiquement les jeunes ruraux et notamment les femmes, en vue de renforcer leurs capacités d'insertion économique, avec un engagement ferme dans le processus de la décentralisation des ressources et des opérations du sous secteur.

Les principes suivants sont à la base de cette stratégie :

- une cohérence avec les interventions des autres partenaires techniques et financiers à travers notamment la conception du FCSE, qui s'est concrétisée en juillet 2017, et un appui à son opérationnalisation ;
- une exécution par le biais des dispositifs et structures régionales et locales ;
- une implication de tous les acteurs du sous-secteur dont le secteur privé ;
- la capitalisation et la valorisation des leçons apprises, positives et négatives du projet précédent, le NIG/017.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
18 400 000 EUR



Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso, Phase II

2016 - 2020

NIG/025

L'intervention de la Coopération luxembourgeoise au Niger, et en particulier dans la région de Dosso qui vit principalement de l'agriculture et de l'élevage, date du milieu des années 1990.

L'évolution récente du processus de décentralisation a été marquée par la mise en place du Conseil régional de Dosso. Avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise, il a développé un plan de développement régional 2016-2020 qui apparaît comme un cadre approprié de développement de la région en cohérence avec les différentes stratégies nationales.

Dans ce contexte, les défis à relever par les différents acteurs du développement agricole durable sont les suivants :

- développer la création de valeur dans les filières agricoles ;
- développer les opportunités pour la jeunesse ;
- contribuer à la mise en place d'outils de financement de l'agriculture ;
- soutenir l'émergence et le développement des capacités des acteurs régionaux et communaux.

L'objectif global de l'appui luxembourgeois dans ce secteur vise à mettre la population nigérienne à l'abri des famines récurrentes, lui garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et améliorer son revenu. L'objectif spécifique du NIG/025 est d'augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles. Cela cadre avec la régionalisation de la stratégie de l'initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens » et avec les problématiques considérées dans le plan de développement régional 2016-2020.

Le NIG/025 favorise, grâce à des outils de financement définis dans le cadre de l'initiative 3N tel que le Fonds d'investissement pour la sécurité alimen-

taire et nutritionnelle (FISAN), l'installation et la réussite des jeunes promoteurs âgés de moins de 35 ans dans les métiers des filières agricoles.

Pour atteindre ses objectifs, l'intervention est organisée autour de trois résultats :

- les capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles au niveau central et régional sont renforcées pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- les facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses sont mises en œuvre au profit des projets des jeunes ;
- l'offre d'encadrement, de conseil et de formation est plus adaptée aux besoins des projets des jeunes.

Ainsi, le programme appuie le ministère en charge de l'agriculture dans l'approche filière en assurant une étroite collaboration avec le ministère des Enseignements professionnels et techniques pour l'atteinte des objectifs d'insertion professionnelle des jeunes. En région, les capacités du Conseil régional, des mairies, des services techniques déconcentrés et de la Chambre régionale d'agriculture sont renforcées.

Le NIG/025 appuie ainsi la formation des jeunes moyennant des opérateurs de formation et de conseil agricole et soutient le financement d'initiatives privées à travers des mécanismes de subvention adossée au crédit agricole.

Le financement d'investissements publics structurants pour le développement des filières est également réalisé sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
13 400 000EUR

Programme d'appui au secteur eau et assainissement – Phase III - PASEHA 3



2016 - 2020

NIG/026

Le PASEHA 3, programme conjoint entre le Luxembourg et le Danemark (via une coopération déléguée attribuant la gestion de la contribution danoise à la Coopération luxembourgeoise), vient en appui au secteur de l'eau et l'assainissement en se basant sur deux documents cadre du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) :

- le projet d'appui institutionnel (PAI) du MHA ;
- le programme sectoriel de l'eau et de l'assainissement (PROSEHA) pour la période 2016 - 2030.

Dans la continuité des deux phases précédentes, le programme a pour objectif global de « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Spécifiquement, le PASEHA 3 vise à contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement pour 250 000 personnes additionnelles en cinq ans.

Le PASEHA 3 est fondé sur une logique d'intervention qui s'appuie sur la théorie du changement et qui est centrée sur les droits humains caractérisés par la notion de détenteurs de droits et de débiteurs d'obligations.

Cinq résultats alignés sur les cinq sous-programmes du PROSEHA sont intégrés dans le PASEHA 3, à savoir :

- l'accès universel équitable, abordable à l'eau potable en milieu rural est amélioré ;
- l'accès universel équitable, abordable à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural est amélioré ;
- la connaissance, le suivi et la protection des ressources en eau sont améliorées ;
- la gouvernance, le renforcement des capacités nationales et la participation citoyenne du secteur sont renforcés ;
- l'accès à l'eau pour tous les usagers de l'espace pastoral est amélioré.

le sous-programme de renforcement des capacités du PROSEHA se base sur le PAI du MHA, lequel se justifie par :

- les nouvelles directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine en matière de finances publiques induisant une nouvelle structuration, des nouvelles responsabilités et des nouveaux outils ;
- l'évolution rapide du contexte du secteur en milieu rural (branchements privés, investissement du privé...) ;
- le transfert des compétences aux collectivités territoriales nécessitant une nouvelle réorganisation pour assurer un service public de l'eau de qualité ;
- l'insuffisance du secteur en termes de compétences des acteurs, d'organisation interne, de management, de dispositif de suivi-évaluation, de moyens logistiques et financiers.

Le dispositif utilisé pour la mise en œuvre du PASEHA 3 repose sur :

- une approche programme ;
- la création d'un Mécanisme commun de financement (MCF), concrétisée en juillet 2017, comme outil sectoriel commun de mise en œuvre des financements du PROSEHA ;
- la mise en place d'un comité de pilotage du MCF comme instance de prise de décision ;
- une assistance technique recrutée par LuxDev et deux maîtres d'œuvre recrutés par le MHA en appui aux travaux.

Le plan de financement de 54,23 millions EUR est assuré par une contribution de 28 millions EUR du Luxembourg et de 195 millions DKK (environ 26 millions EUR) du Danemark.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
28 000 000 EUR



Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA)

2017 - 2019

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale et conformément à la Convention de Londres de 1999 relative à l'aide alimentaire ainsi qu'aux objectifs poursuivis par le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes relative à l'aide alimentaire, le gouvernement luxembourgeois met à la disposition du gouvernement de la République du Niger, à travers le Fonds commun des donateurs (FCD) du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA), une contribution financière annuelle. Pour la nouvelle période de référence trois déboursements sont prévus, avec une contribution à hauteur d'1 million EUR versée au titre de l'année 2017 et 2018 ainsi qu'une contribution financière à hauteur d'1 million EUR qui est prévue pour 2019.

La sécurité alimentaire des populations nigériennes étant de longue date un des objectifs prioritaires de la lutte contre la pauvreté, l'État nigérien s'est doté du DNPGCA.

Le DNPGCA vise la réduction de la fréquence des crises alimentaires, de leurs amplitudes et de leurs conséquences à court, moyen et long termes sur

les conditions de vie des populations. Il permet en particulier la coordination de toutes les réponses aux crises alimentaires, afin d'éviter les interactions négatives entre opérations et de mieux répartir les ressources disponibles en fonction des besoins. En terme d'outils, le DNPGCA comprend aussi bien un système d'information et de suivi de la situation alimentaire qu'un dispositif d'intervention rapide en cas de crise.

Le dispositif d'intervention rapide peut entre autres concerner les chantiers de « Vivres contre travail » ou « Argent contre travail », la réhabilitation et le renforcement de banques céréalières, la vente de céréales à prix modérés, les distributions gratuites ciblées de céréales, semences et fourrage, la protection des pâturages, les aides à la recapitalisation du cheptel, la fourniture d'aliment bétail, la distribution de semences d'urgence ou toute autre opération pertinente.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 EUR



Initiative pour les adolescentes (projet ILLIMIN)

2016 - 2019

Le projet « ILLIMIN », mis en œuvre par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), vise à contribuer à la maîtrise de la croissance démographique à travers l'autonomisation des adolescentes et l'opérationnalisation du concept du dividende démographique. Le programme comporte deux composantes dont la première va appuyer le passage à l'échelle de l'initiative « Illimin Zaman Dunia » au profit de 30 000 adolescentes. Celle-ci sera exécutée sous la tutelle du ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant. La deuxième composante apportera un appui au ministère de la Population en vue de l'institutionnalisation de la maîtrise de la croissance démographique et de l'opérationnalisation du concept de dividende démographique.

La composante « ILLIMIN » vise à combattre le mariage des enfants et les grossesses précoces chez les adolescentes en vue de réduire la mortalité maternelle. La composante appui institutionnel a pour objectif général de favoriser l'engagement politique et de renforcer la capacité de mise en œuvre des politiques et programmes liés à la maîtrise de la croissance et l'opérationnalisation du dividende démographique.

Les principaux résultats attendus de la composante « ILLIMIN » se traduisent à trois niveaux :

- les adolescentes ciblées sont instruites, qualifiées et en bonne santé. Ces aboutissements vont contribuer au renforcement de leur potentiel à défendre leurs droits, à réduire leur vulnérabilité, et vont ainsi leur permettre de participer activement au développement socioéconomique dans leurs communautés ;
- au niveau des communautés, les chefs traditionnels, les chefs religieux, les parents et les autres détenteurs de pouvoir sont des acteurs d'un changement positif des normes sociales et promeuvent activement les mariages et les grossesses plus tardives dans leur communauté ;
- au niveau national les lois existantes sur l'âge du mariage (15 ans pour les filles) sont révisées et appliquées. Les besoins multisectoriels des adolescentes sont pris en compte dans les politiques et programmes nationaux.

Au niveau de l'appui institutionnel, le ministère de la Population s'est renforcé et a acquis des compétences techniques, notamment en matière d'analyse technique et de planification stratégique et opérationnelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 999 320 EUR



Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)

2013 - 2018

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne et l'Irlande, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques stratégiques et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux. La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par des experts techniques, dans les différents bureaux sous régionaux de l'OMS.

Au Niger, le financement de la santé est mis en avant et le partenariat a comme objectif ultime de soutenir la mise en place de la couverture maladie universelle avec un Fonds social de santé. Plusieurs actions d'appui au renforcement de l'efficacité au développement ont été entreprises dans le cadre de ce partenariat en visant notamment l'implication de la société civile et du secteur privé dans les actions de santé. Dans ce contexte, le Niger a réalisé une étude des coûts des prestations des soins et services de santé pour servir de base à la mise en œuvre de la couverture maladie universelle et des mutuelles de santé.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
pour le programme régional couvrant
les six pays : 12 000 000 EUR
(depuis 2013)

Renforcement de la sécurité humaine et de la résilience dans le Sahel



2016 - 2019

Afin de permettre aux pays de la région du Sahel à mieux faire face aux multiples défis humanitaires, environnementaux, sécuritaires et politiques auxquels ils sont confrontés, la Coopération luxembourgeoise contribue au projet « Renforcer la sécurité humaine et la résilience communautaire dans la région du Sahel » du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui est ciblé sur le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Ce projet vise à renforcer les mécanismes formels et informels au niveau communautaire pour promouvoir la cohésion sociale, la sécurité communautaire et la résilience économique en fortifiant les bases de la consolidation de la paix et de la gouvernance au niveau institutionnel, la résilience des communautés, la sécurité transfrontalière et les moyens

de subsistance durable grâce à l'inclusion économique et sociale.

Au Niger, le projet se focalise sur le renforcement des mécanismes communautaires de résolution des conflits, le soutien psychologique et économique à la réintégration de combattants nigériens ayant participé au conflit au Mali, la promotion de l'accès à des moyens de subsistance et aux opportunités professionnelles pour la jeunesse par la formation professionnelle et le soutien aux petites et moyennes entreprises, ainsi que le renforcement des capacités des institutions nationales et locales pour réduire les vulnérabilités liées au genre et mitiger l'impact des catastrophes de types divers.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 EUR

Union africaine - Axis



2010 - 2018

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence d'exécution LuxDev, assure le rôle de lead-financier du projet « *African Internet Exchange System* » initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2018, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains, dont le Niger, qui ne disposent pas encore d'une telle

infrastructure et la création de cinq hubs internet régionaux.

Ce projet permettra ainsi de dégager d'importantes économies - estimées à 300 millions EUR par an - en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

Budget total : 5 350 000 EUR

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

FEVE III - Lutte contre le VIH/Sida



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Niger un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le

seul à l'échelle sous-régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 338 148 EUR

Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique



2017 - 2022

Depuis 2016, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère des Finances appuient le centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de

permettre aux huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

Partenariat entre la BCEAO et la House of Training/ATTF



2013 - 2018

En 2016, la Coopération luxembourgeoise a renouvelé la convention de financement (couvrant la période 2016-2018) avec la House of Training/ATTF, visant à apporter une assistance technique à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de formations dans le domaine bancaire et financier. Destinés à des entités publiques et privées, issues des États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les appuis en formation (p.ex. en gestion des risques bancaires, audit et contrôle internes) délivrés répondent à des

besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre ouest africain de formation et d'études bancaires (COFEB). Dans les pays de la sous-région, 24 séminaires avec environ 650 participants ont été organisés. Cinq séminaires sont prévus en 2018, ciblant les thématiques de la mise en œuvre de Bâle II et III en zone UEMOA, l'audit et le contrôle internes et la cyber sécurité.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

Projets de Coopération des ONG

Les ONG de développement sous accord-cadre, Caritas, Care in Luxembourg, Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, ECPAT Luxembourg, Handicap International Luxembourg, SOS Villages d'enfants Monde, Guiden a Scouten fir eng Welt et l'Action Solidarité Tiers Monde en consortium avec SOS Faim mettent actuellement en œuvre des projets qui se situent dans les secteurs du développement rural, de l'éducation pri-

maire, de l'éducation et de la formation plurisectorielle, de la coopération agricole, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, de la santé maternelle et infantile, des services sociaux de base et des droits de la personne.

Le budget total de ces projets est de 5 649 230 EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du Ministère à ces projets s'élève ainsi à 4 519 386 EUR.



Action humanitaire

En 2016, le Ministère a soutenu la Croix-Rouge avec 200 000 EUR pour la mise en œuvre d'un projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires en réponse aux mouvements de population dans la région de Diffa. De plus, le Ministère a alloué 800 000 EUR au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour fournir un soutien dans les domaines de la sécurité économique, de l'eau et de l'habitat. De même, Care in Luxembourg a reçu 150 000 EUR pour réduire les vulnérabilités des réfugiés et de la population hôte dans la région de Diffa et 150 000 EUR pour un projet d'assistance aux populations affectées par les inondations en juillet/août 2016 dans les régions de Tillabéry et Dosso. Le Programme alimentaire mondial (PAM) quant à lui a bénéficié de 250 000 EUR pour fournir un soutien vital aux ménages directement affectés par l'insécurité dans la région du Cameroun, Tchad et Niger. À ceci s'ajoute une contribution de 150 359 EUR à SOS Villages d'enfants Monde pour un projet de gestion d'espaces amis pour les enfants affectés par la crise Boko Haram à Diffa. Dans l'ensemble, le Luxembourg a déboursé 1 700 359 EUR pour la crise au Niger en 2016. En 2017, le Luxembourg a fait des contributions à hauteur de 1 600 000 EUR. Le Ministère a alloué 200 000 EUR à la Croix-Rouge luxembourgeoise pour un projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires dans la région de Diffa. Le PAM a bénéficié de 500 000 EUR pour une intervention d'urgence pour les personnes les plus vulnérables à la frontière entre le

Niger et le Nigéria et le CICR a également reçu 500 000 EUR pour une intervention d'urgence au Niger. De plus, le Ministère a apporté un soutien financier d'environ 150 000 EUR à la Fondation Caritas Luxembourg pour un projet d'appui à la résilience des populations locales dans la région de Diffa. Care a reçu 150 000 EUR pour soutenir un projet d'aide d'urgence en faveur des réfugiés et revenants du Nigéria au Niger.

Par ailleurs, en 2017, le Luxembourg a initié un premier projet dans le cadre d'un nouveau partenariat humanitaire bilatéral avec le ministère de l'Action humanitaire du Niger qui a bénéficié de 100 000 EUR pour un projet de la réduction des risques en matière d'inondations. Ce partenariat humanitaire bilatéral sera développé davantage en 2018 avec l'objectif de renforcer les capacités de ce jeune ministère.

À cela s'ajoute, depuis juin 2017, le déploiement d'un terminal satellitaire de emergency.lu par le *Refugee Telecommunications Sector* du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Emergency.lu qui a été installé dans l'enceinte du UNHCR à Diffa fournit ainsi de la connectivité internet au HCR et ses partenaires (ONGs) dans des camps des réfugiés à Diffa.

Comme le Niger est un pays à risques humanitaires multiples et vu les besoins avérés, une enveloppe de 2 000 000 EUR est prévue pour l'année 2018.

Business Partnership Facility

2016 - 2018

La *Business Partnership Facility* (BPF) est un outil de la Coopération au développement luxembourgeoise qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables. Les secteurs éligibles pour un cofinancement sont :

- le biohealth ;
- les technologies de l'information et de la communication ;

- le fintech ;
- l'éco-innovation/économie circulaire ;
- la logistique.

Dotée d'un million EUR par an, elle cible les pays partenaires du Luxembourg, dont le Niger.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
3 000 000 EUR

SATMED+

2017 - 2020

SATMED est une plateforme de télé médecine développée par SES TechCom ensemble avec e-Medical Communication (eMc), des sociétés privées spécialisées dans les domaines des satellites et de la télésanté. Cet outil vise à améliorer la santé publique dans des zones ne disposant pas de connectivité.

Le projet SATMED intègre des bases de données médicales (OpenMRS), des programmes informatiques de gestion de données (DHIS2, Rapid-Pro et KoboToolbox) et de e-learning (Moodle), ou encore des interfaces (gestion de groupes et d'utilisateurs), ainsi qu'un système d'alertes et de

notifications. À cela s'ajoutent des programmes servant à la consultation et au partage des dossiers médicaux, qui comprennent également des données visuelles (téléradiologie).

Ce projet est mis en œuvre à l'Hôpital des enfants à Niamey en coopération avec l'ONG CURE Niger, où il met à disposition une antenne satellitaire, la connectivité, l'accès à la plateforme SATMED et des formations techniques.

Contribution globale de la
Coopération luxembourgeoise :
5 451 700 EUR
à travers le pays

Cadre intégré renforcé de l'OMC

2009 - 2022

Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme multi-donateurs de l'Organisation mondiale du commerce, qui aide les pays les moins avancés à jouer un rôle plus actif dans le système commercial multilatéral.

Tandis qu'un soutien au niveau de la capacité institutionnelle et de la gouvernance est fourni,

le CIR soutient également les secteurs identifiés comme prometteurs, notamment celui de l'agro-business, à travers un projet pour le développement de la filière cuirs et peaux au Niger.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
9 000 000 EUR

Aide au Développement Autonome (ADA)

2015 - 2018

ADA, une ONG luxembourgeoise spécialisée en microfinance, soutient le Niger dans l'amélioration de l'inclusion financière, et plus spécifiquement dans l'insertion professionnelle des jeunes, en apportant un appui technique et financier aux

institutions de microfinance souhaitant développer des services ciblant les jeunes.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
57 061 EUR sur un total de 127 033 EUR

Luxembourg Microfinance Development Fund

Le *Luxembourg Microfinance Development Fund* (LMDF) est un fonds social qui vise à contribuer à la réduction de la pauvreté en soutenant des organisations qui renforcent les capacités de leurs clients et stimulent l'esprit d'entrepreneuriat, avec une attention particulière pour les popula-

tions les plus exclues. Le Fonds facilite l'accès à la finance responsable en établissant des liens durables entre les investisseurs, les institutions de microfinance et les bénéficiaires ultimes.

Investissement actuel de la Coopération luxembourgeoise au Niger : 247 000 EUR

Appui aux programmes

Depuis 2018, un *Junior Professional Officer* est affecté auprès du Fonds des Nations unies pour la population au Niger. Les tâches de cet agent

se situent dans le ressort «*Youth with a special focus on Adolescent Girls' Social and Economic Empowerment*».



Mission civile EUCAP Sahel Niger

2014 - 2018

La crise au Mali, l'instabilité en Libye et les activités terroristes dans la Région du Lac Tchad, menacent la sécurité et le développement du Niger. En outre, le pays fait face aux trafics illicites de drogues, d'armes et d'êtres humains sur son territoire. La criminalité organisée est d'ailleurs parfois liée au financement des groupes terroristes qui utilisent les vastes zones désertiques du Niger pour leur transit ou comme un sanctuaire.

Dans un tel contexte de risques sécuritaires, le bon fonctionnement des services de sécurité nigériens est essentiel. Complémentaire aux autres instruments européens de développement et de stabilité, la mission PSDC (politique de sécurité et de défense commune) civile EUCAP Sahel Niger, lancée à la demande du gouvernement nigérien à l'été 2012, constitue un élément important de la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement dans le Sahel, adoptée en mars 2011.

EUCAP Sahel Niger contribue ainsi à mettre en place une approche intégrée, cohérente, durable et centrée sur les droits de l'Homme en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée entre les différents intervenants nigériens dans le domaine de la sécurité. La mission apporte un soutien aux autorités nigériennes dans le renforcement de leur dispositif par le biais du conseil et de la formation. Dans le mandat actuel, EUCAP renforce son assistance en faveur des régions du Niger afin de mieux lutter contre la migration irrégulière et les trafics associés, avec un accent particulier sur la région d'Agadez (implantation d'une antenne permanente) qui fait face au plus grand nombre de menaces sécuritaires et sur celle de Diffa, nouvel enjeu sécuritaire avec les menaces terroristes dans la région du Lac Tchad. En outre, EUCAP Sahel Niger renforce sa coopération avec

les autres missions PSDC dans la région, à savoir EUBAM Libye et surtout EUCAP Sahel Mali.

Depuis la création de cette mission au Niger, le Luxembourg a participé à cette dernière via le détachement de ressources humaines au sein du bureau de la sécurité de la mission EUCAP basée à Niamey. La Coopération luxembourgeoise a de son côté accordé en 2014 un premier financement à hauteur de 500 000 EUR pour deux projets d'appui au mandat de la mission EUCAP et mis en œuvre par cette dernière dans le domaine sanitaire et le domaine du renforcement des centres de formation des forces de sécurité nigériennes. En 2015, elle a accordé à EUCAP Sahel Niger un financement à hauteur de 290 000 EUR pour un projet d'appui logistique aux acteurs en charge de la lutte contre le trafic illicite de migrants et mise en œuvre par la mission d'EUCAP. Un troisième projet, avec un budget de 140 000 EUR, ayant pour objectif d'améliorer les conditions de travail et les capacités opérationnelles des acteurs nigériens en vue de la mise en œuvre de la loi de 2015 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants et les activités criminelles associées et de contribuer à réduire le nombre de drames humains qui se déroulent le long des flux migratoires, a été mis en œuvre en 2017. Fin 2017, un quatrième projet doté d'un financement à hauteur de 325 000 EUR a été approuvé pour cofinancement et sera mis en œuvre en 2018 par la mission EUCAP. Ce nouveau projet d'appui logistique appuiera le développement d'un système d'entretien et de réparation des véhicules des forces de sécurité nigériennes par la mise à disposition de garages mobiles pickup de nouvelle génération pour pallier l'absence d'ateliers/garages dans les zones d'intervention désertiques.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
1 255 000 EUR

Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur non résident

Lot 43, route de l'Aéroport
Dakar/Yoff. B.P. : 11750
Dakar/Peytavin

Email : secretariat.dakar@mae.etat.lu
Tel : (221) 33 869 59 59
Fax : (221) 33 869 59 60

Max Lamesch

Chargé d'affaires

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

937 Avenue Kwamé N'krumah
11 B.P. 1609 CMS
Ouagadougou 11
BURKINA FASO

Email : ouagadougou.amb@mae.etat.lu
Tel : (226) 25 30 13 38/39
Fax : (226) 25 30 13 40

Eric Dietz

Chef de bureau

Bureau de Niamey

Email : eric.dietz@mae.etat.lu
Tel : (227) 20 72 51 53

Bureau Niger de LuxDev

Eusebio Mora

Responsable du bureau Niger

Bureau Niger

Bd Mali béro, Rue IB-67 Issa Beri
B.P. 13254

Niamey
NIGER

Email : office.niger@luxdev.lu
Tel : (227) 20 75 21 75

LuxDev siège

Igor Wajnsztok

Conseiller Programmes

LuxDev

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email : wajnsztok@luxdev.lu
Tel : (352) 29 58 58 253
Fax : (352) 29 58 58 200

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Dominique Chevolet

Attaché de légation

Desk Niger

Email : dominique.chevolet@mae.etat.lu
Tel : (352) 2478 2338
Fax : (352) 46 38 42



Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



en mai 2018

<https://cooperation.gouvernement.lu>
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg